

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Wohnungswesen
Band: 1 (1926)
Heft: 12

Rubrik

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

l'empêcher d'exercer à la longue une influence funeste sur la nature et sur le caractère du travailleur, il est indispensable que ce dernier emploie ses loisirs de manière à récupérer les facultés créatrices dont il a privé le système de division du travail en vigueur dans l'industrie. Il peut être utile, à la vérité, sans qu'il en résulte forcément un préjudice pour l'individu, qu'une certaine partie de la journée soit consacrée à un travail assidu, pénible et monotone. Toutefois, si la masse des humains ignore tout autre genre de travail, si, dans leur existence les périodes de labeur monotone alternent avec des périodes d'inactivité, interrompues seulement par des distractions n'impliquant aucun effort personnel, les travailleurs n'auront jamais l'occasion de juger dans quelle mesure l'accroissement de production dû à l'industrialisation compense réellement la médiocrité des conditions de vie et de travail que ce système entraîne. Pour être à même de porter un jugement de cette nature, il faut connaître les deux genres de travail et les deux genres de vie. C'est là l'une des raisons pour lesquelles une si grande importance s'attache au problème de l'utilisation judicieuse des loisirs, dont les ouvriers bénéficient grâce au régime de la production industrialisée. Ce problème comporte des facteurs psychologiques nombreux et complexes; mais, de même que tant d'autres grands problèmes qui dépendent, en dernière analyse, de conditions intellectuelles ou morales, il présente également un côté matériel nettement déterminé. L'homme ne peut vivre ou employer ses loisirs judicieusement que s'il dispose d'un espace suffisant, avec la possibilité de se livrer à une activité récréative. Sans doute, il ne mettra pas toujours cette possibilité à profit lorsqu'elle existera; mais, si elle n'existe pas, il n'aura, évidemment, même pas la faculté d'en profiter. Les mouvements en faveur des cités-jardins et de l'urbanisme ont précisément pour objet principal d'assurer une utilisation saine et rationnelle des loisirs de l'ouvrier.

Les villes modernes reposent sur une organisation industrielle et commerciale de plus en plus complexe. Pour que cette organisation continue à fonctionner avec une régularité suffisante, il faut que, d'année en année, s'améliorent les aptitudes et le caractère social de tous les individus. Or, dans ces grandes villes congestionnées, les conditions de vie sont telles qu'elles ne permettent pas aux habitants de développer les qualités mêmes dont dépend le fonctionnement satisfaisant du nouvel organisme. C'est tout le problème de la grande ville, tout le problème aussi d'une meilleure répartition de la population et des différents éléments constitutifs de la vie urbaine. Il est clair qu'on ne peut espérer réaliser un progrès important avant d'avoir assuré à tous les citoyens et à tous les travailleurs industriels l'espace qui leur est nécessaire pour vivre et développer leur personnalité: c'est-à-dire une demeure spacieuse, pourvue d'un jardin, avec, à proximité de chaque agglomération, un terrain de jeux et d'exercices en plein air. Ces conditions sont faciles à réaliser si, dans l'agrandissement des villes, on applique le principe de la décentralisation par la création de cités-jardins. Malheureusement, l'application de ce principe devient difficile dans nos grandes villes, à mesure que la densité de leur population augmente.

On croit fréquemment que le surpeuplement des grandes villes est une nécessité économique, que, dans la cité moderne, la population peut se loger plus économiquement et se procurer à meilleur compte tout ce dont elle a besoin. Erreur certaine. Le surpeuplement est dû, non à une nécessité économique, mais uniquement à la tentative illogique d'un million d'habitants qui s'efforcent de trouver asile dans un espace qui, raisonnablement, ne devrait contenir que quelques centaines de milliers de personnes. En fait, il en coûte davantage de loger les gens dans des habitations surpeuplées; le coût de la vie et les frais d'entretien de la voirie et des autres services municipaux, calculés par habitant, augmentent avec l'importance de la localité. Dans les grandes villes, il est, ou du moins il semble, si coûteux d'aménager des terrains convenables pour les jeux en plein air qu'on a presque renoncé à toute tentative de ce genre. Ainsi donc, si l'on considère que la jouissance d'un espace suffisant dans l'habitation et autour de celle-ci constitue la condition primordiale d'une bonne utilisation des loisirs, le système des cités-jardins offre des avantages incontestables.

Par ailleurs, il est très important de prendre les mesures nécessaires pour que les heures non consacrées au travail ne soient pas absorbées en grande partie par les trajets quotidiens dans un sens et dans l'autre. Ces déplacements n'ont pas seulement pour conséquence de réduire considérablement la durée des loisirs: ils sont la source d'une grande fatigue, qui empêche l'ouvrier de profiter complètement de ses heures de repos. A ce point de vue également, la cité-jardin est de beaucoup préférable à la grande ville. A mesure que la population d'une ville s'accroît, on constate que les déplacements, imposés plus encore par le défaut d'organisation que par l'étendue réelle de

la ville, augmentent suivant une progression beaucoup plus rapide que celle du peuplement. En fait, l'augmentation des déplacements est souvent supérieure au carré de l'accroissement de la population. La plupart des habitants des grandes villes, et surtout les ouvriers, souffrent de l'excès de temps et d'énergie qu'ils doivent dépenser pour se déplacer, si bien que le public tout entier réclame une amélioration des moyens de transport. Malheureusement, les mesures prises à cet égard apparaissent insuffisantes. Si les progrès réalisés depuis vingt ou trente ans ont été supérieurs à tous ceux des périodes précédentes, on constate que, loin d'améliorer les conditions générales, le développement des communications a eu pour conséquence de favoriser le surpeuplement de certains quartiers. Le nombre des personnes qui habitent loin de leur travail et perdent beaucoup de temps pour s'y rendre et en revenir s'est accru depuis que ces améliorations ont été introduites. Le dernier recensement a permis de relever qu'à Londres, 60 pour cent des ouvriers habitent dans un «local government district» et travaillent dans un autre. Etant donné que chacun de ces différents districts possède à peu près l'importance d'une ville de province, on peut dire que, sur 100 ouvriers, 60 demeurent dans une ville et travaillent dans une autre. On a également constaté que le «cross-traffic» est extrêmement important, c'est-à-dire que le nombre des personnes qui se rendent dans un district pour remplir leur emploi est à peu près égal à celui des personnes qui quittent ce même district pour aller travailler ailleurs. Il est très probable qu'à l'heure actuelle ce va-et-vient est encore intensifié par la pénurie de logements; beaucoup de gens préfèrent, en effet, garder leur logement, même s'il est mal situé par rapport au lieu de leur travail, plutôt que d'affronter la tâche difficile d'en trouver un autre.

(à suivre)

Beförderte Maßnahmen. - Mesures officielles.

Stadt Zürich. In der Gemeindeabstimmung vom 5. Dezember 1926 über die Fortsetzung des kommunalen Wohnungsbauwerkes wurden die beiden Vorlagen über die Gewährung eines Kredites von 1,7 Millionen für eine Kleinhauskolonie von 85 Einfamilienhäusern und eines Kredites von 2,72 Millionen für eine Miethauskolonie mit 170 Wohnungen mit sehr grossen Mehrheiten (rund 57 000 Ja gegen 6 000 Nein) angenommen. Ueber die Einzelheiten der beiden Projekte haben wir in No. 11 unserer Zeitschrift (November 1926) berichtet.

Stadt Zürich. Der Stadtrat Zürich beantragt dem Grossen Stadtrat, den Grundsatz bei der Vermietung von städtischen Wohnungen vom Jahre 1907, dass bei der Vermietung von Wohnungen in städtischen Wohnhäusern die städtischen Arbeiter, Angestellten und Beamten bevorzugt werden sollen, aufzuheben. Er schlägt vor, bei der Wohnungsvermietung künftig folgende Gesichtspunkte zu beachten:

«In erster Linie sind jene Bewerber zu berücksichtigen, die in gekündigter Wohnung sind und minderjährige Kinder haben. Sofern eine genügend Raum bietende Wohnung gewählt wird, ist der Bewerber mit mehr Kindern jenem mit weniger Kindern voranzustellen, ebenso der Wohnungssuchende mit kleinerem Einkommen und ohne Vermögen, jenem mit grösserem Einkommen oder mit Vermögen. Die Einkommens- und Steuerhältnisse sind an Hand des Steuerregisters festzustellen. Hauseigentümer dürfen nicht berücksichtigt werden. Stadtbürger sind vor Kantonsbürgern, diese vor Bürgern anderer Kantone zu berücksichtigen. An Ausländer sind keine Wohnungen abzugeben. Sofern es sich nicht um Stadtbürger handelt, sollen auswärtswohnende Gesuchsteller nur soweit berücksichtigt werden, als sie in Zürich beschäftigt sind und sich um Wohnungen bewerben, die von den übrigen Wohnungssuchenden nicht begehrt werden. Städtische Funktionäre sollen keinen Vorzug geniessen. Aftermiete ist verboten.»

Zur Begründung dieses Antrages bemerkt der Stadtrat, dass die Einräumung des Vorrechtes zu Gunsten der städtischen Funktionäre offenbar darauf zurückzuführen ist, dass ursprünglich der kommunale Wohnungsbau noch umstritten war, während damals schon die Pflicht des Arbeitsgebers, für sein Personal für gesunde Wohnungen zu sorgen, anerkannt wurde. Sodann sollte damit vermutlich ein Gegenwert für den Zwang zum Wohnen in der Stadtgemeinde geboten werden. Anfänglich meldeten sich nur wenige städtische Funktionäre. «Mit dem Anwachsen der Wohnungsnot hat sich das aber geändert. Immer mehr meldeten sich bei der Stadt Bedienstete als Wohnungssuchende unter Berufung auf das ihnen gewährte Vorrecht. Da nur wenige Wohnungen frei wurden, konnten nahe-

zu keine anderen Stadteinwohner mehr berücksichtigt werden. Nun sind festgestellte Massen der städtischen Arbeiter und Angestellten durchschnittlich besser entlohnt, als die in der Privatwirtschaft beschäftigten Arbeiter und Angestellten, die zufolge der herrschenden Verhältnisse immer mehr vom Bezug einer städtischen Wohnung zu angemessenem Zinse ausgeschlossen würden. Das den städtischen Funktionären gewährte Vorrecht wirkte sich deshalb je länger je mehr als ungerechtfertigte Bevorzugung aus. Der Stadtrat hat daher beschlossen, bei der Vermietung der im Bau begriffenen Wohnungen auf dem Milchbuck den bei der Stadt bediensteten Bewerbern kein Vorrecht mehr einzuräumen.

Die Liegenschaftenverwaltung hat in letzter Zeit bei der Antragstellung auf Vergebung von freiwerdenden Wohnungen auch in den bereits bestehenden Wohnkolonien in erster Linie auf die finanziellen Verhältnisse der Wohnungssuchenden abgestellt, derart, dass neben der Feststellung, ob der Bewerber ohne eigenes Verschulden umziehen müsse und minderjährige Kinder habe, auch noch soweit möglich die Einkommens- und Vermögensverhältnisse abgeklärt und dann der Minderbemittelte in Vorschlag gebracht wurde, selbst wenn er nicht im Dienste der Stadt stand. Ein solches Vorgehen verursacht allerdings der Liegenschaftenverwaltung vermehrte Arbeit, auch wenn die Erkundigungen nur summarisch eingezogen werden können. Es wird auch damit gerechnet werden müssen, dass Wohnungssuchende sich vor allem bezüglich der Angaben über ihre finanziellen Verhältnisse manchmal der Unwahrheit bedienen, um damit einen Vorteil zu erzielen. Die Verwaltung wird sich gegen Bewerber, die mit Hilfe solcher Mittel eine Wohnung erhalten haben, nur durch rücksichtslose Wegweisung aus der Wohnung zur Wehr setzen können. Als Folge der neuen Grundsätze wird auch in den Kauf genommen werden müssen, dass die Abhebung der Mietzinse nicht mehr so pünktlich sein wird wie bisher, ja dass vielleicht vermehrte Verluste erwachsen. Das liegt aber begründet in dem durch den kommunalen Wohnungsbau angestrebten Ziel, den schwächeren Kreisen der Einwohnerschaft Wohnungen zu beschaffen.»

Der Grosse Stadtrat hat die Vorlage noch nicht behandelt.

Kanton Zürich. Der Kanton Zürich hatte gestützt auf die Bundesratsverordnung betr. Bekämpfung der Miet- und Wohnungsnot vom 9. April 1920 den obligatorischen Wohnungsnachweis in allen Gemeinden mit Meldezwang eingerichtet. Mit dem 1. November 1926 traten nun sämtliche Vorschriften der Bundes- und Kantonsverordnungen über die Bekämpfung der Miet- und Wohnungsnot ausser Kraft. Mit diesem Datum fielen auch die Bestimmungen über den amtlichen Wohnungsnachweis des Kantons Zürich dahin. Die Verpflichtung zur An- und Abmeldung aller vermietbaren Wohnungen und zur Publikation derselben im amtlichen Wohnungsanzeiger ist damit aufgehoben.

Um sich nun über die Frage zu orientieren, ob die Gemeinden die Weiterführung der bisherigen Vorschriften für wünschbar erachten, hat die Baudirektion des Kantons Zürich am 15. Oktober 1926 ein Kreisschreiben an sämtliche Gemeinderäte erlassen, in welchem ihnen die Frage vorgelegt wird, ob sie den Erlass eines kantonalen Gesetzes über den obligatorischen Wohnungsnachweis wünschen. In der Anfrage ist Folgendes ausgeführt:

«Um den amtlichen Wohnungsnachweis auf rein kantonaler Grundlage weiterführen zu können, bedarf es wegen der Meldepflicht einer gesetzlichen Grundlage, die erst geschaffen werden muss. Da die Wohnungsnot noch nicht behoben ist und auch die Wohnbausubventionen vom Jahre 1926 noch keine entscheidende Wendung haben herbeiführen können, vielmehr die Fortführung der Unterstützungsaktion zugunsten des Kleinwohnungsbaues sich als notwendig erwiesen hat, erscheint die Aufrechterhaltung des amtlichen Wohnungsnachweises offenbar noch immer als wünschbar. Weil jedoch den Gemeinden die Durchführung des Wohnungsnachweises obliegt, so ist es notwendig, vor der Anhandnahme der Vorarbeiten für diesen Gesetzesentwurf zu wissen, wie sich die Gemeindebehörden zu der Frage einer gesetzlichen Regelung dieser Materie heute stellen. Es ist anzunehmen, dass man das bisherige System, wonach alle Gemeinden den amtlichen Wohnungsnachweis zu führen haben, verlassen, und den Gemeinden lediglich die Möglichkeit geben würde, selbständig über die Einrichtung des Wohnungsnachweises in ihrem Gebiete zu entscheiden. Ueber die Führung der kantonalen Zentralstelle und des kantonalen Wohnungsanzeigers müssten besondere Bestimmungen aufgestellt werden.»

Gleichzeitig empfiehlt die Baudirektion den Gemeinderäten sofort einen Beschluss darüber zu fassen, ob sie bereit seien, vom 1. November 1926 an freiwillig die bis jetzt gültigen Bestimmungen über den amtlichen Wohnungsnachweis (§§ 69—76) der kantonalen Verordnung betreffend Bekämpfung

der Miet- und Wohnungsnot vom 11. November 1920) — mit Ausnahme allerdings des Meldezwinges — bis zum Erlass eines allfälligen kantonalen Gesetzes als Gemeindevorschriften weiterzuführen. Die Baudirektion erklärt sich für diesen Fall bereit, die kantonale Zentralstelle in Zürich, den kantonalen Wohnungsanzeiger und die An- und Abmeldeformulare wie bisher den Gemeinden unentgeltlich zur Verfügung zu stellen. Sie ist der Auffassung, dass der amtliche Wohnungsnachweis zur Regelung des Wohnungsmarktes wesentlich beiträgt; die bisherigen Erfahrungen in denjenigen Gemeinden, welche die Bestimmungen sorgfältig handhaben, bestätigen diese Ansicht. Die Baudirektion erwartet daher, dass zum mindesten alle diejenigen Gemeinden, welche einen Mangel an Wohnungen gemeldet haben und die Unterstützung von Wohnbauprojekten in ihrem Gemeindegebiet durch Gewährung kantonalen Subventionen empfehlen, die freiwillige Weiterführung des Wohnungsnachweises beschliessen werden. Das Resultat der Erhebung ist noch nicht bekannt.

Am 6. Dezember 1926 hat der Kantonsrat eine Motion Gerets angenommen, wonach der Regierungsrat eingeladen wird, ohne die Aeusserungen der Gemeinden abzuwarten, den Entwurf für ein Gesetz über den obligatorischen Wohnungsnachweis vorzulegen. In der Beratung ist u. a. auch die Aufnahme einer Bestimmung über die Bestrafung des Mietwuchers gewünscht worden unter Hinweis auf die vielen Fälle übertriebener Mietzinssteigerungen. Der Kantonsrat wird sich danach in nächster Zeit mit der Frage der gesetzlichen Regelung des obligatorischen Wohnungsnachweises zu befassen haben.

Postulat Gelpke. Am 15. Juni 1926 hat der Nationalrat nachstehendes Postulat von Nationalrat Gelpke in Basel angenommen:

«Der Bundesrat wird eingeladen zu prüfen und darüber zu berichten, ob nicht im Interesse der Innenkolonisation ein Art. 23 bis folgenden Wortlautes in die Bundesverfassung aufgenommen werden soll:

«Zum Behufe der Beförderung der Erreichung städtischer Wohnkolonien und ländlicher Heimstätten ist der Bundesrat befugt, gegen volle Entschädigung das Recht der Expropriation geltend zu machen.»

Namens des Bundesrates hat Bundesrat Schulthess das Postulat entgegengenommen.

Eine solche Vorschrift der Bundesverfassung würde nicht nur den Interessen der Innenkolonisation dienen, sondern auch der Anlage zweckentsprechender städtischer Kleinhaus-Kolonien ausserhalb der eigentlichen Bevölkerungszentren. Das Postulat verdient die Beachtung aller Kreise, die sich mit einer richtigen Ordnung des Wohn- und Siedlungswesens befassen.

Haus und Garten. - Maison et jardin.

Gartenarbeiten im Dezember.

Der Dezember gilt als der erste Monat des Gartenjahres. In diesem Monat sind für das kommende Pflanzjahr die Vorbereitungen zu treffen, was versäumt wird, ist kaum mehr nachzuholen. Wo die abgeernteten Beete noch nicht umgegraben sind, sollte dies nun unbedingt geschehen. In gleicher Weise können die Gesträuchsrabatten jetzt umgegraben und die Sträucher selbst geschnitten werden. Nochmals mag darauf hingewiesen werden, dass alle Blumenzwiebel-, Erdbeer- und Salatbeete etc. mit kurzem Dünger (am besten Pferdedünger, der in den Strassen kostenlos zu haben ist) leicht bedeckt werden sollten. Diese Arbeit lohnt sich hundertfach im Frühling. Der Dezember ist überhaupt der richtige Düngermonat. Was jetzt auf und in die Erde gebracht wird, löst sich bis zur Pflanzzeit vollständig auf. Dem Gemüse muss dann nicht während dem Wachstum mit scharfen Düngerarten nachgeholfen werden, was oft nicht sehr appetitlich ist. Die Samenvorräte werden jetzt revidiert und über das Fehlende wird eine Liste angefertigt und diese dem Samenhändler zugestellt mit dem Auftrag zur Lieferung im März.

Der Gartenliebhaber sorgt auch jetzt dafür, dass er nächstes Jahr die nötige Hilfsmannschaft für die Vertilgung der Raupen und der sonstigen Schädlinge zur Stelle hat, indem er für die Singvögel Futterkästchen aufstellt, die jedermann selbst anfertigen kann.

Verbandsnachrichten - Nouvelles des Sections

Rundfrage: In der Septemhernummer hat die Verbandsleitung die Genossenschaften ersucht, ihr für die Beantwortung einer eingegangenen Anfrage einer grösseren Unternehmung nähere Angaben über die Unterhaltungskosten von Wohnungen und Häusern aus der Zeit vor dem Krieg und nach dem Krieg zu machen. Es kann dies auch durch Einsendung von Abrechnungen über jährliche Reparaturen oder durch blosse Vorlage von Jahresberichten mit Angaben über die Unterhaltungskosten geschehen.

Ich bitte erneut um Einsendung der gewünschten Angaben.
Dr. jur. H. Peter, Zentr.-Präs.

Aus den Verhandlungen des Zentralvorstandes. Sitzung am 6. November in Winterthur.

Der Zentralvorstand beschliesst den Beitritt des Schweiz. Verbandes für Wohnungswesen und Wohnungsreform zum Internationalen Verband für Wohnungsreform und Städtebau. Ebenso wird die Beteiligung an der Schaffung einer Schweiz. Zentralstelle für Gesundheitspflege beschlossen. — An die eidgen. Räte und Behörden sind die früher beschlossenen Eingaben betr. das Tuberkulosegesetz und die Revision der Stempelsteuer-Gesetzgebung abgesandt worden. — Von gemeinnützigen Baugenossenschaften in Biel, Luzern und Bülach wurden Gesuche eingereicht für die Ausrichtung von Beiträgen aus dem Baufonds. Da einerseits über die freiwerdenden Beträge bereits schon verfügt war und andererseits die eingereichten Projekte bzw. Gesuche z. T. dem Bestimmungszwecke des Baufonds nicht entsprechen, konnte auf die Begehren nicht eingetreten werden. — Der Vorstand beschliesst die Drucklegung des von Herrn Architekt Eberlé verfassten Berichtes über die Musterhaus-Aktion des Verbandes. Die Broschüre wird voraussichtlich Ende dieses Jahres druckfertig sein und im Verlage der Neuland-A.-G. in Zürich, Bäckerstrasse 38, erscheinen; voraussichtlich kann ein Verkaufspreis von Fr. 2.— angesetzt werden. — Um den finanziellen Verhältnissen des Verbandes und der erweiterten Tätigkeit der Verbandsleitung Rechnung zu tragen, erscheint es dringend notwendig, dem Verbandsvermögen finanzielle Mittel zuzuführen, durch Erhöhung der Beiträge der dem Verbandsangehörigen Baugenossenschaften und Gesellschaften. Der Vorstand der Sektion Zürich hat sich deshalb mit den ihr angeschlossenen Baugenossenschaften in Verbindung gesetzt und bei letzteren hiefür erfreulicherweise volles Verständnis gefunden. Es wird daher für die Beitragsleistung die Festlegung von innerhalb der statutarischen Bestimmungen liegenden Grundsätzen in Aussicht genommen. — Die Frage der Erhöhung des Abonnementsbeitrages für das Verbandsorgan, sowie die bessere Ausgestaltung der Zeitschrift erscheint noch nicht ganz abgeklärt, und muss daher nochmals verschoben werden. — Als Vertreter der Interessen der vielen in der Schweiz bestehenden Eisenbahnerbaugenossenschaften wird, nachdem der Verband der Baugenossenschaften des eidg. Verkehrspersonals aufgelöst ist, Herr Blank, Präsident der Baugenossenschaft des eidg. Personals Zürich, zum Mitglied des Zentralvorstandes gewählt. Der Vorstand nimmt Kenntnis von den Beratungen der Kommission zum Studium der Frage einer Hypothekenbank für Kleinwohnungsbau. — Am Nachmittag besuchte der Zentralvorstand unter Führung des Bauungsplan-Ingenieurs von Winterthur, Herr Ing. Bodmer, die Ausstellung «Das Kleinhaus» im Gewerbemuseum und besichtigt eine Reihe neuer Wohnkolonien und eine Siedlung der Stadt Winterthur. B.

Gemeinnützige Baugenossenschaft Horgen.

Unsere Neubauten im Hinterdorf sind Ende November, begünstigt durch einen ausserordentlich schönen Spätherbst, eingedeckt worden. Bis Mitte Dezember werden bereits die Zwischenmauern erstellt sein, so dass sich unsere Mieter im Bau selber einen besseren Begriff von den einzelnen Räumen machen können, als ihnen dies nach den Plänen möglich war. Wie erwartet, erfreuen sich diese Wohnungen einer starken Nachfrage, sodass die 12 Wohnungen der I. Bauetappe bereits vermietet sind. Wir müssen deshalb weitere Interessenten bitten, sich zu gedulden, bis die II. Bauetappe in Angriff genommen wird. Den Bezug der Wohnungen der I. Bauetappe rechnen wir auf den 1. April 1927, vorausgesetzt einen günstigen Winter, der ein ständiges Fortarbeiten ermöglicht.

Allgemeine Baugenossenschaft Zürich.

Die A. B. Z. ist wieder in ein Stadium reichlicher Arbeit eingetreten. Im Industriequartier ist mit der Ausführung der grossen Kolonie von 82 Wohnungen begonnen worden. In acht Doppel-, 2 Einfachmehrfamilien- und acht Einfamilienhäusern werden acht Fünf-, 26 Vier- und 48 Dreizimmerwohnungen erstellt. Die Baufirmen Hatt-Haller, Schwager & Brüngger und Baur & Cie., teilen sich in die Arbeit. Es herrscht auf dem Bau-

platz ein so reges Leben, dass man daran seine Freude haben muss. Die grössten Baukomplexe werden jetzt mit Hilfe der Baumaschinen innert Dreivierteljahrs überbaut. Wenn uns das Wetter gut will, so wird es auch möglich sein, dass die Kolonie Industriequartier auf Juli 1927 bezugsbereit ist. Das würde für die Baugenossenschaft eine bedeutende Ersparnis bedeuten. — Die Gruppe Industriequartier verdient für ihre Tätigkeit uneingeschränktes Lob. Sie wirbt eifrig neue Mitglieder und sammelt Baugelder. Es handelt sich doch darum, gute und möglichst billige Wohnungen für Angestellte und Arbeiter zu erstellen. Leider ist es noch nicht allen Mietern klar, wie sie das Bauen durch Einlage von Geldern in die A. B. Z. fördern könnten. Dies lässt sich aber ganz einfach erklären. Für jeden Franken, den der Bauherr bei der Bank entleihen muss, hat er einen Zins von mindestens 5 Rappen zu bezahlen, für 100 Fr. 5 Fr., für 1000 Fr. 50 Fr. und für 100,000 Fr. 5000 Fr. Bekommt die Baugenossenschaft aber das Geld direkt von den Mietern, so muss sie dafür nur 4 Rappen pro Franken bezahlen. Auf 100,000 Fr. macht das dann 1000 Fr. weniger aus. Man sollte meinen, das würden die Mieter einsehen. Sie würden bei solchem Handeln bald erfahren, wie schnell die Mietzinse zum Sinken gebracht werden können. Die Zahl der einsichtigen Mieter nimmt erfreulicherweise stetig zu, so dass doch noch auf eine bessere Zukunft im Wohnungswesen gehofft werden kann. Bei der A. B. Z. kann man kleine und grosse Beträge auf Depositionen anlegen, von denen 200 Fr. ohne Kündigung per Monat zurückgezogen werden können. Mieter, helft auf diese Weise das Werk der A. B. Z. unterstützen, ihr wahrhaft dadurch auch eure ureigensten Interessen. A. Hintermeister.

Briefkasten - Boîte aux lettres.

E. Z. in W. Wir haben ihr Schreiben erhalten, und drucken es ab, da es bezeichnend ist für die Sehnsucht weiter Volkskreise nach einem eigenen Heim. Aeusserungen zu ihrem Schreiben nehmen wir aus unserem Leserkreise gerne entgegen. Das Schreiben lautet:

«Mein sehnlichster Wunsch ist es schon lange, wieder zu einem Eigenheim zu kommen. Hatte früher ein solches, aber durch eingetretene Verhältnisse war ich dann gezwungen, dasselbe zu verkaufen. Bin in allen bürgerlichen Ehren und Rechten, besitze einen guten Leumund, arbeite hier als Schlosser. 5 Kinder, der älteste Sohn kommt bald aus der Lehre als Schmied und Schlosser. Eine Tochter ist in der Lehre als Knabenschneiderin, zwei Knaben schulpflichtig, der Jüngste drei Jahre alt. Wir haben eine Dreizimmerwohnung mit etwas Garten, kein Gas, kein Wasser in der Küche, für Fr. 700.—, aber sonst keinen Platz, nicht einmal ein Kaninchen können wir halten, wo es doch in einer grösseren Familie immer Abfälle gibt. Da ich leider auch nicht mit Glücksgütern gesegnet bin, bin ich eben auf fremde Hilfe angewiesen. Falls Sie mir mit Rat beistehen können, wäre ich Ihnen herzlich dankbar. Vorläufig möchte ich die Monatsschrift «Schweiz. Zeitschrift für Wohnungswesen» abonnieren und ersuche Sie, mir dieselbe zuzusenden.»

Die Ausstellung „Das Kleinhaus“

in Winterthur hatte vollen Erfolg. Der Besuch war während 4 Wochen fortgesetzt ausgezeichnet. Die kantonale Erziehungsdirektion hatte es in verdankenswerter Weise ermöglicht, die Ausstellung auch an Samstagen und Sonntagen zu besichtigen, durch Oeffnung der Kantonsschule an diesen Tagen. Das Interesse für das Kleinhaus ist überall recht reges. Die für die Ausstellung gedruckten Führer sind ausverkauft; eine Neuaufgabe wird notwendig werden. Bereits wird aus den verschiedensten Gegenden der Schweiz Interesse für die Ausstellung an den Tag gelegt. Wie bereits mitgeteilt, wird eine

Wanderausstellung

aus dem Material gemacht, das an den einzelnen Orten ergänzt werden kann. Die Ausstellung wird zunächst in

Schaffhausen

vom 15. Dezember 1926
bis Anfang Januar 1927

in der alten Stadtbibliothek auf dem Herrenacker, täglich von vormittags 9 Uhr bis abends 6 Uhr (Samstag und Sonntag nur nachmittags) gezeigt werden. Die Durchführung der Ausstellung ist von der städtischen Bauverwaltung selbst an Hand genommen worden. Das Ausstellungsmaterial wird durch Hinzufügen von Plänen ortsansässiger Architekten etwas erweitert werden